

RÉFLEXION SUR LE FUTUR

La stratégie n'a pas pour objet de prévoir l'avenir, ce qui serait aussi présomptueux que dangereux. Elle cherche seulement – et c'est déjà considérable – à permettre que celui-ci soit conforme aux souhaits et aux besoins des hommes. La stratégie se consacre donc entièrement à la préparation du futur ; à ce titre et dans la mesure du possible, elle doit anticiper.

L'analyse du monde contemporain, caractérisé par la densité du présent, par la force de pression de l'immédiat et par l'urgence de nombreuses situations, rend quasiment impraticable toute projection sur le long terme, toute vision de l'avenir. Le monde est tout entier bloqué par les multiples obstacles que lui opposent les bouleversements démographiques et économiques en cours.

Dans ce cadre, il est devenu très difficile d'échapper à l'emprise du quotidien et de faire plus et mieux que de gérer les situations au cas par cas. Nous en avons – hélas – des exemples fréquents dans tous les domaines d'activité. Ce phénomène est inquiétant : il mène en effet au déclin et à la morosité. Au déclin, car, n'ayant plus de cap et une politique au jour le jour, les sociétés louvoient entre les inconvénients et gaspillent leur énergie ; à la morosité, car, n'ayant plus

de projet, les peuples s'abandonnent au dénigrement et perdent confiance dans leur destin. L'avidité liée au court terme – médiatique, financier, politique – est tueuse d'espérance.

La tentation, sinon le devoir, du stratégiste est donc de chercher à sortir de cette impasse. Sans tirer de plans sur la comète, sans se lancer dans de hardis travaux prospectivistes, on peut utiliser l'analyse stratégique pour anticiper un certain nombre de phénomènes probablement décisifs pour le futur. A cet égard, les deux arguments qui nous paraissent les plus fiables sont les évolutions démographiques et les constantes géopolitiques : primo, la population mondiale est prévisible à trente ans, mais des transitions internes – migrations, féminisation, classe moyenne, vieillissement, urbanisation – sont en cours qui auront des répercussions majeures dans les prochaines années ; secundo, l'ordre mondial est dû aux concours constants dans l'histoire des divers empires et nations, qui les puisent dans leur géographie et dans leur culture.

Horizon 2030

L'horizon 2030 est revendiqué par nombre d'institutions internationales (comme la Banque mondiale) ou

d'organismes étatiques (comme la CIA américaine). C'est un terme raisonnable, à vue humaine, suffisamment proche pour pouvoir sans risque d'erreur prolonger certaines courbes, mais suffisamment lointain pour envisager des ruptures ou des novations importantes ; l'expansion de l'Internet date de la mise en service de l'ADSL en 2000, c'était hier.

S'agissant de la *prolongation des courbes*, on peut miser, par exemple, sur l'extension de la multipolarité, sans bien savoir d'ailleurs ce que ce phénomène risque de déclencher dans la vie internationale : un nouvel ordre ou un plus grand chaos ? On peut également tabler sur la poursuite du rattrapage des pays émergents et sur l'expansion de la classe moyenne mondiale, donnant des gages au maintien d'une certaine croissance. Sur le plan économique, les questions énergétiques - et la place des énergies fossiles - resteront majeures mais maîtrisées, grâce aux percées technologiques dans les énergies naturelles et aux hydrocarbures non conventionnels.

S'agissant des *ruptures*, elles risquent d'intervenir à l'occasion de la bascule du centre de gravité mondial - économique en tout cas - vers l'Asie-Pacifique ; le changement climatique peut se manifester brutalement et modifier des situations établies. Mais c'est dans les domaines politique et social que résident les inconnues : *quid* des conséquences de l'individualisation d'une partie active de l'humanité, de l'affaiblissement continu des Etats et du déclin de la gouvernance traditionnelle ; *quid* de l'organisation du

travail à la suite de la montée inévitable du chômage ? Enfin, le progrès technique et l'innovation peuvent toujours réserver des surprises et modifier le cours des événements.

La plupart des rapports qui ont été publiés récemment par divers organismes des Nations unies, de la Banque mondiale, de l'Union européenne ou de l'Administration américaine sur les tendances mondiales font également référence à l'horizon 2030.

Classe moyenne et individualisme

L'effet majeur de la mondialisation, après celui du rattrapage des pays émergents, consiste bien dans la constitution d'une vaste classe moyenne mondiale, à standards identiques, de 2,5 à 3 milliards d'habitants, dont les moyens globaux (plus de 40 000 milliards de dollars) et le mode de vie (consommation, voyages, loisirs...) feront fonctionner l'économie mondiale. C'est la donnée stable de notre analyse, celle qui permet de prolonger les courbes et de faire des prévisions. Mais, en accédant à ce statut enviable, les membres de cette classe moyenne ont tendance à se mondialiser, donc à s'individualiser et à revendiquer pour eux-mêmes des libertés qui contreviennent presque partout à l'ordre politique et social habituel. Il y a donc, à travers ce phénomène, à la fois une assurance de continuité économique et une probabilité de rupture sociale, voire politique.

A l'opposé de cette classe moyenne et nombreuse, on va voir monter une classe tout aussi nombreuse de personnes sans travail sinon sans emploi, non qualifiées

pour la plupart, victimes de la productivité parfois, trop-plein démographique pour d'autres. Enfin, il faut mentionner la charge lourde que fera peser une masse de plus en plus importante de personnes âgées. Pour éviter explosions sociales et troubles politiques, les sociétés (et donc les classes moyennes) devront supporter cette moitié improductive de l'humanité.

Non seulement elle posera les problèmes d'assistance que nous connaissons, mais il faudra aussi supporter et traiter des flux migratoires croissants, en provenance d'Asie vers l'Amérique et surtout d'Afrique vers l'Europe ; la situation en Méditerranée centrale, entre la Libye et l'Italie par exemple, est dramatique. On voit bien, à terme d'une dizaine d'années critiques, les contradictions sociales et les difficultés économiques qu'entraîneront ces mouvements erratiques.

Le phénomène le plus nouveau et le moins bien anticipé est celui de la montée de l'individualisme qui peut jouer contre la cohésion sociale d'une part, contre la gouvernance des Etats d'autre part. Le risque, à l'échelle mondiale, d'une « lutte des classes » dans un contexte d'affaiblissement des structures étatiques et d'abandon politique, se profile à l'horizon 2030.

La réforme des Etats

On voit bien que, s'il est indispensable aujourd'hui de remettre de l'ordre dans les finances et de coordonner les politiques économiques au niveau mondial (et européen) pour maîtriser et réguler des

flux de plus en plus considérables, il faudra rapidement s'attacher à réformer en profondeur la gouvernance des sociétés pour tenir compte de l'émancipation d'une classe moyenne dont aucun système politique ne pourra négliger le rôle central, ne serait-ce que pour sa propre survie.

A cet égard, une réflexion sur le rôle des Etats - et sur leur nécessaire réorganisation - tant sur le plan politique qu'économique et social, paraît indispensable et urgente. Aux difficultés, voire aux révoltes sociales, à venir, on ne peut ajouter l'impuissance de l'ordre étatique, sauf à tolérer un chaos généralisé. Or, à l'échéance envisagée, cette situation est loin d'être improbable. Le phénomène d'individualisation de la partie agissante de l'humanité est désormais inévitable et il n'appartient à personne d'y porter un jugement de valeur : c'est un fait qui ne fera que se confirmer et s'amplifier au fil des ans. En revanche, il nous oblige à le prendre en compte pour modifier radicalement les structures des sociétés, organisées sur un mode encore strictement hiérarchique, véritable repoussoir pour la plupart des individus qui en refusent les contraintes et l'inefficacité. La réforme des Etats - pas seulement en France mais d'abord en France - apparaît comme une des exigences majeures à l'horizon d'une douzaine d'années, tâche immense mais cruciale pour pouvoir absorber les chocs sociaux et économiques à venir.

Eric de La Maisonneuve